

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 21586

Numéro SIREN : 509 568 416

Nom ou dénomination : VADE SECURE

Ce dépôt a été enregistré le 26/09/2018 sous le numéro de dépôt 16311

Désignation de l'entreprise : SAS VADE SECURE		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12				
Adresse de l'entreprise : 2 BIS avenue Antoine Pinay 59510 HEM		Durée de l'exercice précédent* 12				
Numéro SIRET* 5 0 9 5 6 8 4 1 6 0 0 0 1 0			Néant <input type="checkbox"/> *			
			Exercice N clos le, 31/12/2017			
		Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3		
Capital souscrit non appelé (I)		AA				
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC		
		Frais de développement *	CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	195 033	10 226
		Fonds commercial (1)	AH	AI		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK		1 250 155
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO		
		Constructions	AP	AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS		
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	112 333	176 834
		Immobilisations en cours	AV	AW		
		Avances et acomptes	AX	AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT		
		Autres participations	CU	CV		148 538
		Créances rattachées à des participations	BB	BC		
		Autres titres immobilisés	BD	BE		
		Prêts	BF	BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	BI		121 098
TOTAL (II)		BJ	BK	307 366	1 706 853	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
		En cours de production de biens	BN	BO		
		En cours de production de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS	8 274	8 274
		Marchandises	BT	BU		
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW	4 279	4 279
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	19 000	1 811 526
		Autres créances (3)	BZ	CA		5 232 382
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE		
	Disponibilités	CF	CG		535 784	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI		336 388	
	TOTAL (III)	CJ	CK	19 000	7 928 636	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN			65 304	
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	1A	326 366	9 700 794	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	(3) Part à plus d'un an	CR		
Clause de réserve de propriété :*	Immobilisations :	Stocks :	Créances :			

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SAS VADE SECURE		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 268 831.....)	DA		268 831	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB			
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC			
	Réserve légale (3)	DD		26 883	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		31 169	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG			
	Report à nouveau	DH		(209 029)	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI		(1 527 813)	
	Subventions d'investissement	DJ			
	Provisions réglementées *	DK			
	TOTAL (I)	DL		(1 409 960)	
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
Avances conditionnées		DN			
TOTAL (II)		DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		65 304	
	Provisions pour charges	DQ		6 989	
	TOTAL (III)	DR		72 293	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS			
	Autres emprunts obligataires	DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		261 438	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV		4 960 683	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		1 402	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX		1 278 334	
	Dettes fiscales et sociales	DY		1 156 349	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ			
	Autres dettes	EA		2 428	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		3 371 671	
TOTAL (IV)	EC		11 032 308		
	Ecart de conversion passif* (V)	ED		6 151	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE		9 700 794	
RENVOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B			
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C			
		1D			
		1E			
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF			
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		9 893 281		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		327		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

		Exercice N				Néant <input type="checkbox"/> *	
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires			Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC	
	Production vendue { biens * services *	FD	10 854	FE	1 156	FF	12 011
		FG	4 248 252	FH	3 163 774	FI	7 412 027
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	4 259 106	FK	3 164 931	FL	7 424 038
	Production stockée*					FM	2 714
	Production immobilisée*					FN	1 206 511
	Subventions d'exploitation					FO	10 000
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	18 480
	Autres produits (1) (11)					FQ	1 904
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	
	Variation de stock (marchandises)*					FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	36 611
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	810
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	4 976 340
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	148 093
	Salaires et traitements*					FY	3 486 154
	Charges sociales (10)					FZ	1 601 559
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements* - dotations aux provisions*				GA	116 463
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*				GB	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions				GC	
	Autres charges (12)					GD	
						GE	13 116
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	10 379 149
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	(1 715 499)
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)					GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	27 827
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	48 491
	Différences positives de change					GN	16 692
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	
Total des produits financiers (V)						GP	93 011
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	65 304
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	45 642
	Différences négatives de change					GS	63 086
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	
Total des charges financières (VI)						GU	174 034
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(81 022)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	(1 796 522)

Désignation de l'entreprise		SAS VADE SECURE		Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *		HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges		HC	6 989	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)		HD	6 989	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)		HE	253 630	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *		HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)		HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)		HH	253 630	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	(246 641)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		(IX)	HJ		
Impôts sur les bénéfices *		(X)	HK	(515 349)	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	8 763 650
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	10 291 464
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	(1 527 813)
RENVVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO	
	(2)	Dont	produits de locations immobilières	HY	
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	
			- Crédit-bail immobilier	HQ	
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IH	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		IJ	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		IK	
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)		HX	
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC	
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD	
	(9)	Dont transferts de charges		A1	6 170
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6		
			obligatoires	A9	
(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :		Exercice N		
			Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion			253 630		
Provisions pour risques et charges				6 989	
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N		
			Charges antérieures		Produits antérieurs

VADE SECURE
SAS au capital de 268.831 €
2, bis avenue Antoine Pinay - CS 20207 - 59115 HEM CEDEX
509 568 416 RCS LILLE METROPOLE

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
EN DATE DU 29 JUIN 2018**

L'an deux mille dix-huit,
Le 29 juin, à 15 heures, au siège social.

La société LLG CAPITAL, SAS au capital de 1.038.610 €, dont le siège est situé 2 bis avenue Antoine Pinay, 59510 HEM, immatriculée sous le numéro 794 012 872 RCS LILLE METROPOLE, représentée par son Président, la société LTGR, SARL au capital de 1.000 €, dont le siège est situé 125 avenue Henri Delecroix, 59510 HEM, immatriculée sous le numéro 488 300 716 RCS LILLE METROPOLE, elle-même représentée par un de ses gérants, Monsieur Georges LOTIGIER, En sa qualité d'associée unique de la société VADE SECURE,

KPMG S.A, commissaire aux comptes titulaire, représenté par Monsieur Bertrand BOULANGE est absent et excusé.

L'associée Unique reconnaît avoir été mise en possession des documents suivants :

- les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- le rapport du Président,
- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte des décisions proposées,
- les statuts de la Société.

L'associée unique déclare être appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Déclarations et renonciations préalables
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 - Quitus au président
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017
- Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce
- Pouvoirs pour formalité

L'associée unique prend les décisions suivantes :

RESOLUTION PRELIMINAIRE

Déclarations et renonciations préalables

Le rapports du président, le texte des projets de résolutions ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus au siège social, à la disposition de l'associée unique dans un délai suffisant, ainsi l'associé unique **décide** de renoncer à se prévaloir, à quelque titre que ce soit, du défaut du respect du délai de convocation préalable et à se prévaloir, à quelque titre que ce soit, des stipulations des statuts dans ce cadre ou relatives au délai d'information.

L'associé unique **déclare**, en tant que de besoin, renoncer à se prévaloir du délai légal ou statutaire, le cas échéant, de mise à disposition des rapports du commissaire aux comptes, reconnaissant dès lors expressément que ces rapports ont été mis à sa disposition dans un délai suffisant afin de lui permettre d'avoir toutes les informations nécessaires pour statuer en connaissance de cause sur les résolutions

mises à l'ordre du jour et déclarant expressément se satisfaire des termes et du contenu de ces rapports.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

PREMIERE RESOLUTION

Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017 - Quitus au président

L'associée unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président et du rapport général du commissaire aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, **approuve** les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils lui sont présentés et qui se soldent par une perte de (1.527.813) euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport,

donne, en conséquence, quitus entier et sans réserve au président, pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président, **décide** d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soit (1.527.813) euros, en totalité au compte « Report à Nouveau », lequel passera ainsi de (209.029) euros à (1.736.842) euros,

rappelle, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividendes au cours des trois exercices sociaux précédents.

TROISIEME RESOLUTION

Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du président et du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions de la nature de celles visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce,

approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'associé unique **confère** tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

LLG Capital
Représentée par LTGR
Elle-même représentée par Georges LOTIGIER



VADE SECURE
SAS au capital de 268.831 €
2, bis avenue Antoine Pinay - CS 20207 - 59115 HEM CEDEX
509 568 416 RCS LILLE METROPOLE

<p>RAPPORT DE GESTION A L'ASSOCIEE UNIQUE SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017</p>
--

Chère associée,

Nous vous rendons compte de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2017 et soumettons à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Le rapport du commissaire aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels et autres documents s'y rapportant vous ont été transmis conformément aux conditions légales et statutaires.

Les comptes annuels de l'exercice 2017 sont présentés conformément au Plan Comptable Général. Aucun changement de méthode comptable n'est à signaler par rapport au précédent exercice.

Activités et résultats de la société (les chiffres ont été arrondis)

La société exerce une activité de prestations de service en sécurité informatique.

L'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 7.424.038 € contre 5.483.322 € pour l'exercice précédent, soit une progression de 35,39 %.

Le total des charges d'exploitation ressort à 10.379.149 €, contre 6 458 635 € l'exercice précédent.

La masse salariale globale, y compris les charges sociales, est passée de 2.932.672 € à 5.087.713 €, l'effectif moyen étant passé de 39 à 60 personnes.

En conséquence le résultat d'exploitation s'est dégradé et ressort à -1.715.500 € contre -635.487 € pour l'exercice précédent.

Le résultat financier, d'un montant de -81.022 €, contre 8.035 € pour l'exercice précédent nous amène à constater un résultat courant avant impôt de -1.796.522 €, contre -627.453 € au 31 décembre 2016.

Le résultat exceptionnel s'établit à un montant de -246.641 €, contre -25.357 € pour l'exercice précédent.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice ressort à un montant créditeur de -515.350 €.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat déficitaire de - 1.527.815 €.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Relativement satisfaits des résultats de l'exercice écoulé, nous allons porter tous nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure et en surveillant au mieux le suivi des règlements. Avec la nouvelle structure japonaise et le développement de la filiale américaine, la société devrait continuer sa forte croissance. Les perspectives sont prometteuses.

Activité de recherche et de développement

La société poursuit ses investissements et ses recrutements, dans le cadre de sa politique de recherche et développement.

Succursales existantes (article L. 232-1 du Code de commerce) :

Néant.

Filiales et participations

S'agissant des filiales et participations, je vous ai présenté leur activité lors de mon exposé sur l'activité de la société.

Je vous rappelle que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

Société contrôlées

Notre société détient le contrôle de Vade Retro Inc, de Vade Secure KK et VADE SECURE Canada. Le pourcentage de capital détenu par notre société s'élève à 100 % du capital des sociétés contrôlées. Le tableau des sociétés contrôlées est annexé au présent rapport.

Evénements important survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice 2017.

Information sur les délais de paiement

Depuis les exercices ouverts le 1^{er} juillet 2016, les informations à communiquer sur les délais de paiement ont été modifiées et sont dorénavant celles indiquées dans le tableau ci-annexé.

Présentation des comptes et affectation du résultat

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir un déficit de 1.527.813,79, que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- de reporter purement et simplement la perte de l'exercice, s'élevant à -1.527.813,79 €
au compte "Report à Nouveau"

Rappel des dividendes distribués :

L'assemblée générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Revenus éligibles à la réfaction de l'article 158-3-2° du CGI		Revenus non éligibles à la réfaction de l'article 158-3-2° du CGI
	Dividendes	Autres revenus distribués	
31/12/2016	- €	- €	-
31/12/2015	- €	- €	588 310 €
31/12/2014	- €	- €	684 796 €

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

Détention du capital social par les salariés

Conformément à l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous précisons que le personnel salarié de la société ne détient pas de participation dans le capital de la société à la date de clôture de l'exercice.

Conventions réglementées

En application des dispositions de l'article L.227-10 du Code de commerce, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance qu'aucune convention visée audit article n'est intervenue au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Vous entendrez la lecture du rapport du commissaire aux comptes.

Le Président



PJ : tableau sur les délais de paiement

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (5) (10)	Quotient du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances accordés par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des capitaux et avoirs déduits par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).											
1. Filiales											
Vade Secure Inc	\$ 150 000,00	\$ -670 733,93	100%	109 826 €	109 826 €	2 059 532,07 €	- €	\$ 2 419 121	\$ 802 095	- €	na
Vade Secure KK	¥5 000 000	-¥29 100	100%	38 712 €	38 712 €	612 578,12 €	- €	¥72 096 120	-¥40 698 978	- €	na
Logiciels Vade Secure Canada Inc	10 000 CAD	-9 878 CAD	100%	1 €	1 €	122 097,09 €	- €	136 682 CAD	-1 894 CAD	- €	na
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société).											
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)											
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)											
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)											
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)											



KPMG AUDIT NORD
36, rue Eugène Jacquet
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00
Télécopie : +33 (0)3 20 20 65 10
Site internet : www.kpmg.fr

Vade Secure SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Vade Secure SAS

2 bis, avenue Antoine Pinay - CS 20207- 59115 Hem Cedex

Ce rapport contient 27 pages

Référence : ASS/VD



KPMG AUDIT NORD
36, rue Eugène Jacquet
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex
France

Téléphone : +33 (0)3 20 20 65 00
Télécopie : +33 (0)3 20 20 65 10
Site internet : www.kpmg.fr

Vade Secure SAS

Siège social : 2 bis, avenue Antoine Pinay - CS 20207- 59115 Hem Cedex
Capital social : € 268 361

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Associée unique de la société Vade Secure,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Vade Secure SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note sur le bilan « Immobilisations incorporelles – frais de recherche et de développement » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode relatif à la comptabilisation des frais de recherche et de développement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note sur le bilan « Immobilisations incorporelles – frais de recherche et de développement » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle et nous nous sommes assurés que la note sur le bilan « Immobilisations incorporelles – frais de recherche et de développement » de l'annexe fournit une information appropriée.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Associée unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés à l'Associée unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 28 juin 2018

KPMG Audit Nord



Bertrand Boulangé
Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/17	Net au 31/12/16
ACTIF				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Concessions, brevets et droits assimilés	205 260	195 033	10 227	55 426
Autres immobilisations incorporelles	1 250 155		1 250 155	57 073
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Autres immobilisations corporelles	289 167	112 333	176 834	95 057
<i>Immobilisations financières</i>				
Participations et créances rattachées	148 538		148 538	100 046
Autres immobilisations financières	121 098		121 098	42 729
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 014 220	307 367	1 706 853	350 331
<i>Stocks</i>				
Matières premières et autres approv.				810
Produits intermédiaires et finis	8 275		8 275	5 560
<i>Créances</i>				
Clients et comptes rattachés	1 830 527	19 000	1 811 527	1 821 929
Fournisseurs débiteurs	54 272		54 272	29 371
Personnel	27 613		27 613	
Etat, Impôts sur les bénéfices	1 289 522		1 289 522	859 931
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	89 987		89 987	125 499
Autres créances	3 770 989		3 770 989	1 741 311
<i>Divers</i>				
Avances et acomptes versés sur commandes	4 279		4 279	6 611
Disponibilités	535 785		535 785	109 033
Charges constatées d'avance	336 389		336 389	155 394
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 947 637	19 000	7 928 637	4 855 450
Ecarts de conversion – Actif	65 304		65 304	
COMPTES DE REGULARISATION	65 304		65 304	
TOTAL ACTIF	10 027 161	326 367	9 700 794	5 205 781

Bilan

	Net au 31/12/17	Net au 31/12/16
PASSIF		
Capital social ou individuel	268 831	268 831 ✓
Réserve légale	26 883	26 883
Réserves réglementées	31 169	31 169
Report à nouveau	-209 029	
Résultat de l'exercice	-1 527 814	-209 029 ✓
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-1 409 960	117 854
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	65 305	
Provisions pour charges	6 989	13 978
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	72 294	13 978
Emprunts	261 111	367 778
Découverts et concours bancaires	328	8 845
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	261 439	376 622
Emprunts et dettes financières diverses	450 000	78 000
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	4 510 684	46 015
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 403	1 216
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 278 335	1 208 994
Personnel	348 606	162 282
Organismes sociaux	411 274	247 783
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	275 041	173 525
Autres dettes fiscales et sociales	121 429	69 021
Dettes fiscales et sociales	1 156 350	652 611
Autres dettes	2 428	3 595
Produits constatés d'avance	3 371 671	2 706 897
TOTAL DETTES	11 032 309	5 073 949
Ecart de conversion – Passif	6 152	
TOTAL PASSIF	9 700 794	5 205 781

Compte de résultat

	du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois	du 01/01/16 au 31/12/16 12 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS				
Production vendue	7 424 038	5 483 322	1 940 716	35,39
Production stockée	2 715	-6 335	9 050	-142,85
Subventions d'exploitation	10 000	227 047	-217 047	-95,60
Autres produits	1 226 896	119 114	1 107 782	930,02
Total	8 663 649	5 823 148	2 840 501	48,78
CONSOMMATION M/SES & M				
Achats de m.p & aut.approv.	36 612	18 020	18 591	103,17
Variation de stock (m.p.)	810	322	488	151,32
Autres achats & charges externes	4 976 340	3 309 463	1 666 877	50,37
Total	5 013 762	3 327 806	1 685 956	50,66
MARGE SUR M/SES & MAT	3 649 887	2 495 342	1 154 545	46,27
CHARGES				
Impôts, taxes et vers. assim.	148 094	84 856	63 238	74,52
Salaires et Traitements	3 486 154	2 024 324	1 461 830	72,21
Charges sociales	1 601 560	908 348	693 212	76,32
Amortissements et provisions	116 464	105 318	11 146	10,58
Autres charges	13 116	7 983	5 133	64,29
Total	5 365 387	3 130 829	2 234 558	71,37
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 715 500	-635 487	-1 080 013	169,95
Produits financiers	93 012	24 114	68 898	285,72
Charges financières	174 034	16 079	157 955	982,36
Résultat financier	-81 022	8 035	-89 057	NS
RESULTAT COURANT	-1 796 522	-627 453	-1 169 070	186,32
Produits exceptionnels	6 989		6 989	
Charges exceptionnelles	253 630	25 357	228 273	900,23
Résultat exceptionnel	-246 641	-25 357	-221 284	872,66
Impôts sur les bénéfices	-515 350	-443 780	-71 569	16,13
RESULTAT DE L'EXERCICE	-1 527 814	-209 029	-1 318 784	630,91

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS VADE SECURE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2017, dont le total est de 9 700 794 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 1 527 814 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2017 ont été établis conformément au plan comptable général 2014, aux règlements ANC 2015-06 et ANC 2016-07 et en application des articles L. 123-12 à L 123-28 et R. 123-172 à R. 123-208 du code de commerce.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Titres de participations

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Règles et méthodes comptables

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2017 a été constaté pour un montant de 68 428 euros. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	256 624	1 234 011	35 219	1 455 416
Immobilisations incorporelles	256 624	1 234 011	35 219	1 455 416
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		41 277		41 277
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	172 717	88 505	13 332	247 891
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	172 717	129 782	13 332	289 167
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	148 537	1		148 538
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	42 729	93 969	15 600	121 098
Immobilisations financières	191 267	93 970	15 600	269 637
ACTIF IMMOBILISE	620 608	1 457 763	64 151	2 014 220

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<i>Ventilation des augmentations</i>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 234 011	129 782	93 970	1 457 763
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	1 234 011	129 782	93 970	1 457 763
<i>Ventilation des diminutions</i>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	35 219	13 332	15 600	64 151
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	35 219	13 332	15 600	64 151

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

Montant comptabilisé en charges : 0 euros

Cette année, VADE SECURE a opté pour l'activation des frais de recherche et de développement, soit un montant global de 1.172.988 €.

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

Les VMP sont comptabilisés à leur prix d'achat unitaire le jour de l'achat.

Le jour de la vente, la plus ou moins value est constatée par différence entre le prix de cession et le prix d'achat.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo-euros

(1) Capital – (2) Capitaux propres autres que le capital – (3) Quote-part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus – (5) Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés – (7) Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé – (9) Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLÉ SUR CHAQUE TITRE										
– Filiales (détenues à + 50 %)										
VADESECURE INC	125	-1 228	100,00	110	110			2 017	-669	
LOGICIELS GOTO Inc	7	-6	100,00					143	239	
VADE SECURE KK	37	-327	100,00	39	39			534	-327	
– Participations (détenues entre 10 et 50%)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
– Autres filiales françaises										
– Autres filiales étrangères										
– Autres participations françaises										
– Autres participations étrangères										

Les renseignements détaillés sur les filiales et participations sont donnés en euros EUR au cours de conversion du 31/12/2017.

D'après les bilans VADE SECURE Inc exprimés en dollars américains USD, VADE SECURE KK exprimés en Yen Japonais JPY et Logiciels Goto Inc en CAD dollars canadiens.

1,1993 USD = 1 EUR

135,01 JPY = 1 EUR

1,5039 CAD = 1 EUR

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	144 125	68 459	17 551	195 033
Immobilisations incorporelles	144 125	68 459	17 551	195 033
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers		2 049		2 049
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	77 661	45 955	13 332	110 284
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	77 661	48 004	13 332	112 333
ACTIF IMMOBILISE	221 786	116 464	30 883	307 367

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 520 397 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	121 098		121 098
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 830 527	1 830 527	
Autres	5 232 382	5 232 382	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	336 389	336 389	
Total	7 520 397	7 399 298	121 098
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS FACTURES À ÉTABLIR	59 439
FAE AU 31/12/2017 SDG 40%	79 524
FOUR. AVOIRS À RECEVOIR	20 841
Total	159 804

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 268 831,00 euros décomposé en 268 831 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 07/06/2017.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	-209 029
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-209 029
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-209 029
Total des affectations	-209 029

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2017	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2017
Capital	268 831				268 831
Réserve légale	26 883				26 883
Réserves réglementées	31 169				31 169
Report à Nouveau		-209 029	-209 029		-209 029
Résultat de l'exercice	-209 029	209 029	-1 527 814	-209 029	-1 527 814
Total Capitaux Propres	117 854		-1 736 843	-209 029	-1 409 960

Provisions

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change		65 305			65 305
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts	13 978		6 989		6 989
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	13 978	65 305	6 989		72 294
<i>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</i>					
Exploitation					
Financières		65 305			
Exceptionnelles			6 989		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 11 030 906 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	328	328		
– à plus de 1 an à l'origine	261 111	106 667	154 444	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	450 000	22 500	427 500	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 278 335	1 278 335		
Dettes fiscales et sociales	1 156 350	1 156 350		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	4 513 112	4 513 112		
Produits constatés d'avance	3 371 671	2 815 991	555 680	
Total	11 030 906	9 893 282	1 137 625	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	450 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	184 667			
(**) Dont envers les associés	14 184			

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FACTURES FOURNISSEURS Ó RECEVOIR	229 531
INTÉRÉTS COURUS À PAYER	328
INTÉRÉTS COURUS DES CPTES COURANTS	14 184
DETTES PROV/CONGES PAYES	286 895
PERSONNEL – AUTRES CHARGES A PAYER	59 901
ORG.SOC CHARGES À PAYER / CONGÉS	135 290
CHARGES SOCIALES – CHARGES A PAYER	46 173
ETAT CHARGES À PAYER	17 064
ETAT, APPRENTISSAGE À PAYER	21 506
ETAT, FORMATION À PAYER	68 194
ETAT, CONSTRUCTION À PAYER	14 665
Total	893 730

Les transactions réalisées avec les parties liées ne sont pas détaillées car conclues à des conditions normales de marché.

Eléments concernant les entreprises liées

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges const. avance diverses	256 013		
Commissions const. avance au 31/12/	80 376		
Total	336 389		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Presta const. avance	3 371 671		
Total	3 371 671		

La société VADE SECURE facture à la majorité de ses clients des abonnements de 1 à 3 ans, terme à échoir.

CA par marché géographique

	31/12/2017
chiffre d'affaires FRANCE	4 259 106,45
chiffre d'affaires Export et livraisons intracommunautaires	3 164 932,00
TOTAL	7 424 038,09

Notes sur les charges et produits

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 9 213 euros

Notes sur l'impôt sur les bénéfices

Résultat et impôts sur les bénéfices

Détails des crédits d'impôts:

2017:

Crédit Impôt Recherche = 438 616 €

Crédit Impôt Innovation = 57 674 €

Crédit Impôt famille = 904 €

Crédit Impôt Compétitivité Emploi = 68 427 €

Crédit Impôt Prospection commerciale = 18 156 €

2016:

Crédit Impôt Recherche = 422 344 €

2015:

Crédit Impôt Recherche = 210 506 €

Crédit Impôt Innovation = 72 895 €

Soit un total de 1 289 522 € de Crédits d'impôt au 31 décembre 2017.

Autres informations

Evènements postérieurs à la clôture

Absence d'évènement postérieur à la clôture.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 60 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	48	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	12	
Ouvriers		
Total	60	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 106 357 euros

Taux d'actualisation: 1,31 %

Revalorisation des salaires: 5.00 %

Charges sociales Patronales: 43 %

Taux de contribution employeur: 50%

Turn-over faible

Table de mortalité INSEE 2015

Départ volontaire (départ à l'initiative du salarié=100%)

Age de départ à la retraite: 65-67 ans (Départ à taux plein)

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation brut de 1,31 %, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière évalué au 31/12/2017 s'élève à 106 357 euros.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

Résultat exceptionnel

	31/12/2017	31/12/2016
Reprises sur provisions et transferts de charge	6 989,00	
Total des produits exceptionnels	6 989,00	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	253 630,18	8 970,70
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		2 408,58
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		13 978,00
Total des charges exceptionnelles	253 630,18	25 357,28
Résultat exceptionnel	-246 641,18	-25 357,28